

Les subsides

Mme Copps: Monsieur le Président, le député, de façon fort cavalière, a choisi de ne pas parler de M. et M^{me} Dawson, dont le cas a été porté à l'attention du ministre responsable du logement il y a plus d'un mois. Rappelez-vous que M. et M^{me} Dawson n'ont ni eau courante ni chauffage central. Le député pense que c'est normal. Ma famille est originaire du nord de l'Ontario et je comprends un peu ce qui se passe dans le Nord. Je crois que beaucoup de familles du Nord aimeraient avoir l'eau courante et le chauffage central et je trouve scandaleux que le député affirme que des gens puissent très bien vivre sans cela.

M. Gormley: Il n'a pas dit cela. Soyez juste.

Mme Copps: Vous n'étiez pas ici lorsque le député a pris la parole. C'est exactement là ce qu'il a dit.

Pourquoi le député n'a-t-il rien dit lorsque cette famille et des centaines d'autres dans toute la Saskatchewan ont été laissées pour compte parce que les fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement étaient entièrement engagés? Il n'y a pas d'argent pour les familles des régions rurales de la Saskatchewan parce que la politique du gouvernement a entraîné une réduction de 25 p. 100 des fonds alimentant le programme PAREL. Pourquoi le député n'a-t-il pas parlé de questions importantes comme l'eau courante et le chauffage central plutôt que de séjours en L?

• (1550)

M. Hawkes: Monsieur le Président, on a l'impression qu'il y a parfois un rapport physiologique entre l'ouverture de la bouche et la fermeture des oreilles.

Il y a des gens qui préfèrent se passer du chauffage central. On est libre de choisir son mode de vie. La députée essaie de déposer un document partial. Avons-nous affaire à un millionnaire? J'ai déjà posé cette question. Oui ou non? Avons-nous affaire à quelqu'un dont le revenu et le logement satisfont aux normes minimales? Oui ou non?

La question politique que nous étions censés débattre aujourd'hui est la suivante: est-ce que la définition que le Conseil national du bien-être donne de la pauvreté amènerait une meilleure situation? Combien d'argent y avait-il dans la caisse du logement en septembre 1984, le jour des élections? Est-ce que tout un budget annuel est passé dans l'assiette au beurre avant le jour du scrutin? En tant que membre du parti libéral, la députée n'est-elle pas responsable d'avoir fermé les yeux sur les besoins de logement pendant six ou sept mois, afin de gagner des élections avec de l'argent emprunté, ce qui a fait monter les taux d'intérêt pour tout le monde? N'est-elle pas comptable à la Chambre pour ce genre de politique publique?

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir participer au débat sur la question extrêmement importante de l'habitation et sur la proposition de la députée d'Hamilton-Est (M^{me} Copps) visant à mettre sur pied une stratégie nationale de l'habitation. Je ne crois pas que nous devrions nous orienter dans cette direction, mais le sujet est certainement important et je souhaite vous faire part de quelques observations concernant ma propre circonscription. J'en profite pour soulever certains problèmes qui m'intéressent et notamment celui du logement pour les femmes.

Au cours des derniers hivers, nous avons assisté au Canada à une prolifération des centres de secours alimentaire administrés par des églises et des organisations de bénévoles. Nous avons vu des Canadiens faire la queue pour obtenir de la nourriture pour la simple raison qu'ils n'ont pas suffisamment d'argent puisqu'ils consacrent une trop grande partie de leurs ressources très limitées au logement. Bon nombre d'entre eux reçoivent une certaine forme de revenu. Ce sont souvent des femmes vivant de prestations familiales, qui élèvent des enfants sans soutien suffisant et qui, à la fin du mois, n'ont plus assez d'argent à cause du loyer extrêmement élevé.

Je pense à une femme handicapée qui s'est rendue à mon bureau de circonscription. Son revenu dépassait à peine \$400 par mois. Elle partage avec une autre femme un appartement dont le loyer mensuel est de \$600 de sorte qu'elles paient chacune \$300 de loyer par mois. Il ne lui reste donc plus que \$100 par mois pour toutes ses autres dépenses, le métro, la nourriture, l'habillement et tout le reste. Elle est forcée de se rendre dans les centres de secours alimentaire parce que le logement est inadapté à ses besoins. Son nom figure sur les listes d'attente pour un logement subventionné aux côtés de 20,000 autres personnes du Grand Toronto.

Les chambres coûtent extrêmement cher. Les gens aux revenus très limités ou les assistés sociaux n'ont tout simplement pas assez d'argent pour se les payer. Les gens se rendent dans les refuges qui doivent les refuser. Les refuges fonctionnent comme une porte tournante. Les gens qui les utilisent ainsi que ceux qui les gèrent nous disent qu'ils n'en veulent pas. Ils veulent plutôt un logement satisfaisant. Les refuges ne sont pas une réponse au grave problème de la pénurie de maisons et d'appartements abordables pour les Canadiens.

Ma circonscription électorale de Broadview-Greenwood n'est pas pire qu'une autre. Il s'y trouve des logements pauvres, des belles maisons et des habitations moyennes. Cependant, bien des gens sont sur des listes d'attente parce qu'ils ne peuvent pas se payer un logement, et d'autres partagent un logement parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement.

Bien des gens dont les besoins réels de logement ne sont pas satisfaits sont des femmes qui se trouvent dans cette situation difficile pour deux raisons. Tout d'abord, depuis toujours, les femmes sont associées à la pauvreté. Davantage de femmes sont pauvres. Celles qui travaillent ne gagnent pas autant d'argent que les hommes. Naturellement, ce sont elles qui sont encore le plus souvent chargées de l'éducation des enfants lorsque les familles se séparent. La plupart des familles monoparentales ont une femme à leur tête. Elles ont la charge des enfants. Elles disposent de revenus inférieurs, de pensions alimentaires très faibles, et doivent pourtant faire face à des dépenses plus élevées parce qu'elles doivent prendre soin des enfants. Par conséquent, elles ont beaucoup de mal à payer leur logement.

Seulement 37 p. 100 des femmes sont propriétaires de leur maison, contre 71 p. 100 pour les hommes. Elles n'ont pas l'argent voulu pour acheter une maison, aussi 63 p. 100 des femmes louent un logement, contre 29 p. 100 des hommes. Elles louent des logements moins bons et à meilleur marché que ceux des hommes faute d'argent. Les statistiques indiquent que 61 p. 100 des femmes et 27 p. 100 des hommes paient